



Dominique PIGNOT

Présidente du Comité Media-Com
du Centre des Professions Financières

Novembre

2018



Le Magazine des professions financières de mars dernier a consacré son numéro au rôle de la finance dans l'économie sociale et solidaire. Il a également traité de la microfinance, de l'action des banques dans l'inclusion bancaire, enfin de la prévention du surendettement. A l'occasion de sa sortie et devant l'intérêt suscité par le sujet, le Club des marchés financiers et le Comité de rédaction du Magazine ont organisé le 3 juillet dernier une conférence au Crédit Municipal de Paris avec la participation de nombreuses personnalités du monde de la finance solidaire.

La conférence était co-animée par **Dominique PIGNOT**, présidente du comité média-com du *Centre des professions financières* et **Marie-Agnès NICOLET**, présidente de *Regulation Partners* et du comité magazine. Elle a débuté par deux exposés introductifs, l'un sur les concepts d'épargne sociale et solidaire par **Eric LAMARQUE**, Directeur scientifique de l'*IAE Paris* et Directeur scientifique de la Chaire Management et Gouvernance des Coopératives Financières, qui représentait le monde universitaire et de la recherche académique et l'autre sur la finance solidaire par **Frédéric TIBERGHIE**N, qui intervenait en tant que président de l'association *Finansol*.

Eric LAMARQUE a rappelé que la finance sociale et solidaire constituait depuis 6 ans un axe de recherche important de l'IAE, l'École de management de Paris 1 Sorbonne : l'épargne sociale et solidaire, a-t-il souligné, est un secteur d'étude très intéressant mais difficile car il y a très peu de données. À cela s'ajoute le fait qu'il y a beaucoup de recherche qualitative et bien souvent on reçoit des discours militants et pas suffisamment objectifs. Enfin il existe une très grande diversité du champ d'investigation. Les thèmes de recherche portent sur les formes d'organisation (coopératives, mutuelles, fondations) dont le fonctionnement repose sur la solidarité et l'utilité sociale et leurs modes de gestion. Parmi les travaux abordés par l'IAE, figurent la gouvernance des acteurs, la prise de risques et l'encadrement de ces derniers, l'intégration de la dimension RSE dans les décisions et les pratiques financières. Les outils financiers, tels que les *greens bonds* (il existe une chaire sur le sujet à l'IAE), les fonds éthiques, le microcrédit constituent également des champs d'investigation. La performance non financière est également abordée : on essaie de trouver de nouvelles mesures de création de valeur car il y a aussi une création de valeur d'ordre social et sociétal ; beaucoup de projets de recherche portent aussi sur l'équilibre entre performances financières et performances sociales. Ce débat concerne en particulier les grandes institutions coopératives et mutuelles évoluant dans la sphère concurrentielle classique.

Frédéric TIBERGHIEN, Président de *Finansol*, a rappelé que l'association créée en 1995 regroupe les acteurs de la finance solidaire. Elle a pour objectif de promouvoir et développer cette finance. Pour cela, elle collecte les données du secteur et produit des statistiques ; elle a lancé un label, un baromètre de la finance solidaire et elle pilote chaque année la semaine de la finance solidaire. Le succès de la finance

solidaire - son encours augmente de 15% par an depuis 10 ans - s'explique par le désir d'une fraction croissante de la population de donner du sens à ses placements. Ce développement important est notamment dû à l'épargne salariale solidaire dont l'encours s'est établi à 7,4 milliards € fin 2017, aux placements bancaires solidaires qui ont dépassé les 3 milliards d'€ et à l'épargne collectée par les entreprises solidaires - 550 millions d'€. Les perspectives de cette épargne sont certes bonnes mais pourraient l'être encore plus si les pouvoirs publics l'encourageaient davantage. Or le projet de transformation du livret de développement durable en livret de développement durable et solidaire dans la loi SAPIN II est resté lettre morte, faute de décret d'application. Autre déconvenue : la suppression de l'ISF-PME qui se traduit par un coup très dur porté à la collecte directe par les entreprises solidaires. Cela n'empêche pas *Finansol* de militer pour un environnement réglementaire et fiscal plus favorable : le Président Macron a promis dans sa campagne de rendre obligatoire la présentation d'une UC solidaire dans les contrats d'assurance-vie en unités de compte (une des 10 propositions du Livre blanc de *Finansol*).

Au cours de la table ronde qui a suivi, **Jérôme SADDIER**, vice-président délégué du Conseil d'administration du *Crédit Coopératif*, a présenté l'impact des valeurs coopératives sur la gouvernance d'un établissement financier, sur la gestion des risques et les relations aux clients et souligné le rôle et l'importance des principes coopératifs, regrettant que ces principes soient méconnus du régulateur bancaire européen, certains principes de gouvernance définis par l'Autorité Bancaire Européenne étant contradictoires avec les principes de gouvernance des groupes mutualistes, dans lesquels les administrateurs sont des clients. Il y a donc un problème d'articulation et de concurrence avec les autres normes. Le monde coopératif bancaire en France a très bien fonctionné et n'a pas failli même en 2008. Les grandes banques coopératives qui existent depuis 150 ans ont démontré leur résilience a-t-il dit en conclusion.

Bruno DUVAL, Directeur Sociétés et Solidarités de *Harmonie Mutuelle*, a quant à lui présenté le monde des mutuelles qui s'articule non seulement autour des complémentaires santé et de la prévoyance mais aussi de la prévention et de la finance solidaire ce qui n'est pas toujours connu. Il a rappelé que *Harmonie Mutuelle* venait de créer la nouvelle division « Société Solidarité » afin notamment de lutter contre la banalisation des mutuelles qui ne sont pas des acteurs comme les autres et de démontrer l'appartenance de la mutuelle au monde de l'ESS. Cette nouvelle direction a pour objectif de parler de valeurs citoyennes de l'ESS, de créer des indicateurs de performance, de faire de la prévention et de porter l'ambition de la politique RSE.

Eva SADOUN, Co-fondatrice avec Julien BENAYOUN en 2014 de *Lita.Co*, une plateforme collaborative destinée à soutenir des projets durables et solidaires - immatriculée en tant que Conseiller en investissement participatif, sous le contrôle de l'AMF et dont le portefeuille électronique a reçu le label *Finansol* - a expliqué comment et pourquoi elle avait été amenée à créer cette plateforme, quelles étaient

les caractéristiques de ces nouveaux modes de financement qui grâce au digital permettent de faire de la finance en direct et la rendent accessible au plus grand nombre. Cela permet ainsi au grand public d'investir en ligne dans les Start up financières de développement durable, l'immobilier social, les PME et association en développement grâce à des produits obligataires et les énergies renouvelables notamment par le biais des greensbonds. Elle a présenté ses actions et parlé du projet le plus récent en Italie où Lita a été contacté par le Vatican pour financer des entreprises qui accompagnent des réfugiés.

Anne GLOUX, Directrice Accompagnement Budgétaire et Innovation Sociale au *Crédit Municipal de Paris*, a ensuite fait le point sur la prévention du surendettement et l'inclusion bancaire à partir de données de l'Observatoire de l'inclusion bancaire. Signes positifs : les gens ont de plus en plus accès à un compte bancaire et on assiste à une baisse du surendettement depuis 3 ans. Anne GLOUX a ensuite présenté le *Crédit Municipal de Paris* dont l'objectif initial était de lutter contre l'usure en mettant en place le prêt sur gage, d'où les ventes aux enchères et un important service d'expertise. Il exerce aussi des activités bancaires et propose notamment du microcrédit en partenariat avec les réseaux associatifs, les services sociaux et a également un service d'accompagnement au surendettement.

CONTACTS

Centre des Professions Financières

6 Avenue Mac Mahon

75017 Paris

contact@professionsfinancieres.com

01 44 94 02 55